

Dérèglements géopolitiques et dérive des continents

Quand la plaque tectonique Chine s'encastre entre Afrique et péninsule européenne

Jean-Marie ROUSSEAU, Bruxelles, 5 novembre 2018

Jean-Marie ROUSSEAU est référent du Partenariat Eurafricain pour la relation Afrique/Chine, membre du comité de pilotage du Partenariat Eurafricain et membre du comité d'animation du CAS. Il est membre du Conseil scientifique du CIFE¹.

Géographe et économiste de formation, il a capitalisé sur plus de dix ans de nombreuses expériences en macro- et méso-économie dans treize pays d'Afrique, dont le Rwanda (1988-1991) au nom du CCI/ITC et le Bénin (1991-1994) pour le compte du PNUD, il a contribué au sein de la Commission européenne, de 2000 à 2003 au lancement des Programmes Régionaux d'Actions Innovatrices de la DG Politique régionale, puis de 2003 à 2006 à la DG Recherche au lancement et à l'animation des Regions of Knowledge pour l'ensemble des régions européennes.

Depuis 2007, il poursuit avec TAO-ITINeRIS (Initiatives in Territorial Intelligence & Regional Innovation Strategies) des activités de conseil au service de réseaux d'acteurs opérationnels et de décideurs politiques en Afrique, en Europe, dans le pourtour méditerranéen, en Amérique du Sud et surtout en Chine.

Résumé

Entre 'divagations' wegenériennes² et tribulations d'un Chinois hors de Chine³, ce tour d'horizon met en évidence une configuration géopolitique nouvelle, où la Chine interfère au centre d'une coopération Europe-Afrique traditionnelle.

L'initiative de la *Ceinture et la Route* (BRI) participe d'un subtil programme d'intelligence stratégique qui repose sur un maillage de routes, infrastructures et voies énergétiques, capable d'innover un empire commercial s'étendant sur tous les continents, dont l'Afrique et l'Europe doivent s'approprier à faire les frais.

Un rare moment de consensus a été obtenu au Sénat américain (93 voix contre 6) le 6 octobre 2018, pour le lancement d'une nouvelle Agence de développement en Afrique dans l'objectif de contrecarrer l'influence grandissante de la Chine sur ce continent : le *Build Act*, instituant l'*International Development Finance Corporation* (IDFC), a permis la levée d'un fonds de 60 milliards US\$ sur 7 ans, à contre-courant des appels antérieurs par l'administration Trump pour la réduction des budgets d'aide au développement.

Au 7^{ème} Sommet Chine-Afrique, devenu en 2012 le *Forum pour la Coopération sino-africaine*⁴ (FOCAC) – Pékin, les 3 et 4 septembre 2018 – le président chinois Xi Jinping a promis à ses partenaires africains une aide au développement de 60 milliards US\$. Quelque 15 milliards US\$ sont des prêts sans intérêts, 20 milliards sont des lignes de crédit, 10 milliards iront à un fonds de

¹ Le Centre international de formation européenne est une association internationale privée qui englobe plusieurs programmes d'études européennes. Fondé en 1954, il est l'une des six institutions désignées bénéficiant d'un financement spécial de l'Union européenne dans le cadre du programme Jean Monnet.

² L'hypothèse de la '*Dérive des continents*' est une théorie proposée en 1912 par le physicien Alfred Wegener, pour tenter d'expliquer la similitude dans le tracé des côtes des continents. Dans les années 1960, cette hypothèse s'est vérifiée par la théorie de la 'Tectonique des plaques'.

³ Par référence au roman de Jules Verne paru en 1879 – *Tribulations d'un Chinois en Chine* – et aux voyages récents du président Xi Jinping dans de nombreux pays africains.

⁴ FOCAC (*Forum on China-Africa Cooperation* – 中非合作论坛 – *Zhōng Fēi hézuò lùntán*) est une plateforme favorisant les relations entre les partenaires africains et la Chine.

financement des projets de développement et 5 milliards devront soutenir les exportations africaines. Dans un contexte général où le volume du commerce Chine-Afrique a explosé, passant de 10 milliards US\$ en 2000 à près de 170 milliards US\$ en 2017, il faut noter que le total des échanges entre pays européens et africains est en recul de 28% depuis le pic de 2012 (390 milliards US\$). Le FOCAC vise à asseoir dans la durée l'emprise chinoise sur le continent africain et constitue à présent une 'feuille de route' avec force projets de développements, d'investissements à partir d'un dialogue sud-sud en dehors de l'orbite diplomatique occidentale... et ce – il faut bien l'avouer – à la barbe des Européens.

Pourtant, lors du 5^{ème} Sommet UE-Afrique, tenu en novembre 2017 à Abidjan, le Président Donald Tusk a rappelé que l'Union européenne, voisin le plus proche de l'Afrique, restait le premier investisseur et le principal partenaire commercial, le premier fournisseur d'aide au développement et d'assistance humanitaire, ainsi que le premier contributeur à la paix et à la sécurité de ce continent. Jean-Claude Juncker, président de la Commission, a également appelé devant le Parlement européen à bâtir « *une nouvelle alliance* » avec l'Afrique qui viserait à y créer des millions d'emplois. Le Fonds fiduciaire pour l'Afrique, récemment créé, et le Plan européen d'investissement extérieur (PIE) ont été depuis 2016 les derniers instruments d'investissement de l'UE centrés sur l'Afrique, pour lequel la Commission affirme générer plus de 44 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2020. Les différents véhicules d'investissement de l'UE s'accompagnent tous d'objectifs politiques. Le PIE et le Fonds fiduciaire sont axés sur le contrôle de la migration à long terme, mais l'augmentation de la capacité énergétique, le développement durable et une réelle transition industrielle sont considérés par l'Union européenne comme les objectifs clés pour l'essor de l'Afrique. Mais, nombreux sont les Africains qui ont l'impression d'avoir déjà entendu cette histoire et on se demande de plus en plus si ce type de « New Deal » ne serait pas déjà en train de se mettre en place par les Chinois.

À la réflexion, Chinois et Européens n'auraient-ils pas les mêmes visées pour l'Afrique ? Ce continent, regorgeant de ressources naturelles, devenues plus que jamais hautement stratégiques pour les pays avancés, ne deviendrait-il pas l'objet de nouvelles convoitises et, partant, la plateforme d'une expansion économique ? Ne devrait-on pas craindre, hélas, que ces économies africaines, déjà exsangues et de plus en plus paupérisées⁵, ne soient totalement détruites avant même d'avoir jamais été productives ?

D'aucuns proposent, presque en désespoir de cause, l'édification d'un véritable partenariat 'gagnant-gagnant' autour d'un axe intégré *Afrique – Méditerranée – Europe*, pour bâtir un front commun entre l'Afrique et l'Europe. Cette nouvelle approche serait motivée d'abord par la nécessité de stopper l'immigration clandestine en Europe, avec pour conséquence pour l'Afrique de la vider de sa population la plus dynamique⁶. De surcroît, deux écueils semblent dangereusement poindre à la surface d'un tel plan de coopération européenne :

- La Chine ne peut plus être considérée comme nouvel entrant – loin s'en faut – dans ce vaste espace économique, jouant tantôt le rôle de concurrente ou de fournisseur privilégié, tantôt celui de partenaire potentiel.
- Une des ambitions politiques de la Chine reste de prendre pied dans les pays les plus développés d'occident, là où résident des chances d'acquérir au meilleur compte les technologies, les savoir-faire, les marques de prestige, les compétences managériales, en même temps que l'accès aux marchés principaux dont ceux de l'euro zone.

⁵ Si, au cours des 15 dernières années, la plupart des pays africains ont connu une indéniable croissance économique (autour de 5%), ces pays abordent actuellement un tournant moins favorable, notamment pour les exportateurs de pétrole et de minéraux. La croissance du PIB par habitant continue d'être significativement inférieure à celle de l'Asie et les niveaux de diversification et de sophistication de l'économie demeurent excessivement faibles. Adapter l'industrialisation de l'Afrique à ses caractéristiques spécifiques nécessiterait une conjonction d'efforts pour une valorisation des industries extractives, une modernisation de la production agricole et une expansion de l'agroalimentaire

⁶ Il s'agit des migrants qui ont des qualifications professionnelles avérées : professeurs d'université, médecins, enseignants, ingénieurs, chercheurs, artistes, sportifs, etc. Plus de 20 000 professionnels africains s'exilent chaque année (Tapsola ; Kouame ; Lututala 2006) et ferait perdre à l'Afrique plus de 10% de sa main d'œuvre qualifiée. Selon Clemens et Pettersson (2006), au moins 16 pays africains ont perdu entre 51 et 75% de leurs médecins formés alors que le continent en manque cruellement. En fonction des filières, le pourcentage des non-retours parmi les étudiants africains atteint jusqu'à 83% (McCabe, 2011) et malgré leur haut niveau de qualification, 18,5 % des migrants africains vivent sous le seuil de la pauvreté.

Et s'il venait à l'idée chez certains pays d'Europe qui subissent le contre-coup de la crise de l'euro de 2008 ou en butte à des problèmes structurels de leur économie, de commencer à écouter les sirènes chinoises pour au final céder à ce jeu de dupes ? Voyons comment tous ces éléments géotectoniques se déplacent et se déploient à partir de la composante initiale Europe-Afrique.

L'Afrique est-elle toujours un défi majeur pour l'Europe ?

Les Européens éprouvent manifestement des difficultés à rester en première ligne sur le front de la coopération avec l'Afrique et trouver les moyens d'une action commune, en vue de sortir l'Afrique de ses perspectives pessimistes. Pour autant, il serait excessif de considérer que l'Union européenne est absente de l'Afrique.

L'Union européenne investit en Afrique à hauteur de 5 milliards € par an, dans le cadre d'une stratégie commune entrée en vigueur en 2005, principalement (aux trois-quarts) à travers le FED (*Fonds européen de développement*).

La France, qui a eu jadis une influence notable au plan culturel et économique non seulement sur l'Afrique francophone mais aussi sur l'ensemble du continent, n'enregistre plus que des performances modestes. La part de son marché en Afrique est passée de 11% en 2003 à 5% en 2007. Pendant ce temps, la Chine est passée de 3% en 2001 à 18% en 2017, au point que l'on parle de moins en moins du « bon temps » de la *Françafrique* pour ne plus évoquer à présent que la *Chinafrique*... La France y a effectivement perdu son traditionnel rôle d'investisseur principal : entre 2015 et 2016, la Chine y a investi 38,4 milliards US\$ et les Émirats Arabes Unis, second investisseur, 15 milliards US\$, tandis qu'elle se classait seulement au 6^{ème} rang avec 7,7 milliards US\$. Les exportations de la France en Afrique ont pratiquement diminué de moitié entre 2000 et 2018, passant de 11% à 5%. Les exportations françaises au Sénégal, qui autrefois étaient les plus performantes en Afrique, ont chuté de 25% en 2017, à l'avantage de la Turquie, l'Espagne et surtout la Chine. Certes, la France maintient sa place de *Gendarme de l'Afrique*, mais son rôle se confine à la lutte contre le terrorisme essentiellement dans le Sahel avec la *Force G5*. Également, le Franc CFA implique une solidarité économique durable avec les anciennes colonies françaises subsahariennes, mais la Chine est déjà devenue le principal importateur de produits semi-finis africains, pendant que de nombreux pays africains sont des importateurs significatifs de produits chinois à haute valeur ajoutée. Au modèle de coopération européenne qui a prévalu avec l'Afrique depuis la fin de la décolonisation sur plus d'un demi-siècle, la Chine a commencé d'opposer la mise en place d'un programme d'industrialisation similaire à sa phase des *Quatre modernisations*⁷ depuis l'Afrique du Sud jusqu'en Égypte et au Maroc.

La stratégie commune Afrique-UE, adoptée en 2007, a été approuvée par l'Union africaine et les institutions de l'UE, ainsi que par les 54 pays africains et les 27 États membres de l'UE. En 2014, les États membres de l'UE et les pays d'Afrique sont convenus d'une feuille de route pour la période 2014-2017 et, en mai 2017, une communication conjointe sur un nouvel élan pour le partenariat Afrique-UE a été publiée. « *Je suis convaincu que nous devons faire évoluer les nombreux accords commerciaux entre les pays africains et l'UE vers un accord de libre-échange de continent à continent, un partenariat économique entre partenaires égaux* », y déclarait le chef de l'exécutif européen. Cette « *nouvelle alliance* » prévoit en outre davantage d'investissements privés et des emplois durables (dix millions) en Afrique pour les cinq prochaines années sur le principe que « *l'Afrique n'a pas besoin de charité, elle a besoin d'un partenariat équilibré.* »

Cependant en 2015, la part de l'Afrique dans le commerce européen était relativement faible, représentant 9% des exportations en provenance de l'Europe et 8% des importations à destination de

⁷ Les *Quatre Modernisations* (四个现代化 – *Sì gè xiàndàihuà*) ont été à partir de décembre 1978, au cours de l'Assemblée nationale populaire, lancées par Deng Xiaoping en République Populaire de Chine, marquant ainsi formellement le début de l'ère des réformes avec l'objectif de favoriser (1) l'agriculture ; (2) l'industrie ; (3) la science et les technologies ; (4) la défense nationale, pour faire de la Chine une grande puissance économique au 21^{ème} siècle. Sous son impulsion, la Chine s'engagea dès le début des années 1980 dans un processus d'accélération du processus de modernisation en augmentant le volume de ses échanges commerciaux et en ouvrant son marché, en particulier pour l'achat de machines en provenance du Japon et de l'Occident

l'Europe. Par comparaison l'Asie restait son plus grand partenaire, représentant 36% des exportations et 45% des importations européennes. L'Europe qui avait maintenu une balance commerciale négative avec l'Afrique de 2003 à 2014, a retrouvé une balance positive en 2015 en raison de la chute de la valeur des importations de pétrole et de gaz d'Afrique. En revanche, les exportations européennes vers l'Afrique en 2015 sont principalement assurées par des produits à haute valeur ajoutée, tels que véhicules automobiles et machines, produits chimiques et pétrole raffiné...

Afrique, pourvoyeur mondial des ressources techno-stratégiques

Si le pétrole a été le moteur de la croissance au XXe siècle, le cobalt pourrait être celui du XXIe siècle avec le développement des batteries nécessaires aux transitions numérique, écologique et énergétique. La valeur de ce minerai, essentiellement exploité en R.C. Congo (50% des ressources et 60% de la production mondiale), s'envole au fur et à mesure que les besoins augmentent vertigineusement : +1928%, derrière le lithium (+2898%), mais bien avant les terres rares (+655%), autres minéraux hautement stratégiques. Le coltan, principalement extrait dans cette région mais possédé au niveau mondial à 98% par la Chine, est un minerai radioactif composite (colombite et tantale), très apprécié dans les industries de haute technologie – spécialisées dans les condensateurs, microprocesseurs, etc – pour ses capacités de conservation d'énergie dans des volumes réduits (miniaturisation des appareils électroniques), de résistance à la chaleur (sur aciers spéciaux pour réacteurs des avions).

Mais depuis les années 1990 jusqu'à aujourd'hui, ces richesses du sous-sol africain et en particulier le coltan, attisent des convoitises et conduisent à une instabilité politique. Une guerre particulièrement brutale sévit en R.D. Congo, où interviennent sans doute des troupes de pays voisins – Ouganda, Rwanda et Burundi – ainsi que des bandes armées incontrôlées. Cela favorise l'extraction illégale et le transport en contrebande du minerai du Kivu, situation terrifiante à laquelle les consommateurs d'ordinateur, PlayStation ou autre téléphone portable sont totalement indifférents.

Les PIB africains subissent un ralentissement net de leur croissance – 1,9% en Afrique australe, 2,2% en Afrique centrale et 3,4% en Afrique de l'Est et Afrique du Nord, selon la BAD⁸ – et sont plombés par une baisse des prix des ressources de l'énergie fossile, mais plus encore handicapés par la menace d'un surendettement élevé. 60% des revenus du Nigeria servent à renflouer la dette publique, alors qu'il ne dispose d'aucune réserve vis-à-vis de la dépense publique ou envers la réduction de la pauvreté. Au Ghana, le gouvernement au pouvoir depuis janvier 2017, hérite d'une dette accumulée par ses prédécesseurs à hauteur de 80% du PIB. L'Angola, second producteur de pétrole de l'Afrique subsaharienne, actuellement criblé de dettes et en phase de réduction de ses activités d'extraction, souffre d'une dette correspondant à 90% de son PIB. Le cumul des prêts chinois de 2000 à 2016 en Afrique équivaut à 124 milliards US\$, dont la moitié accordée dans les quatre dernières années. Même la Banque des BRICS, créée en 2015, n'a octroyé que 7,5 milliards US\$.

Si les présidents des États africains n'ont plus l'obligation de demander l'aumône des occidentaux, la disponibilité immédiate des fonds chinois n'est pas entièrement dénuée de risques. De surcroît, l'endettement caché, estimé globalement à 34% du PIB, est devenu un des fléaux les plus importants. Le Mozambique déclarait en janvier 2017 qu'il ne pourrait pas rembourser ses emprunts à cause d'une dette cachée contractée par le privé à hauteur de 1,8 milliard US\$. Plus encore, le Congo a dû réévaluer sa dette de 120% de son PIB.

Les caisses publiques ne sont pas seules à souffrir les répercussions de la baisse des cours des matières premières sur les marchés internationaux. Les flux d'IDE (*Investissements directs étrangers*⁹), après l'embellie des années 2000, ont commencé à reculer régulièrement à partir de

⁸ La Banque Africaine de Développement (BAD), fondée en 1964, est une institution financière multinationale dont le siège est à Abidjan et qui vise à contribuer au développement économique et social des États africains.

⁹ Foreign Direct Investments (FDI)

2012, notamment en 2016 – pour s'établir à 59 milliards US\$, soit 3 % par rapport à 2015 – selon l'édition 2017 du *World Investment Report*¹⁰ 2017.

Les résultats sont cependant très différents selon qu'il s'agit de l'Afrique subsaharienne – chute de 7 % pour se situer à 45 milliards US\$ – ou de la partie nord du continent – augmentation de 11% soit 14,5 milliards US\$ – dont toutefois la principale cause est attribuée à la découverte de réserves de gaz par des entreprises étrangères en Égypte (hausse de 17 % à 8,1 milliards US\$). Cinq pays – Angola, Égypte, Éthiopie, Ghana et Nigéria – totalisent à eux seuls 57 % de ces IDE. Notoirement, sous l'effet des investissements dans les infrastructures et le secteur manufacturier, les flux à destination de l'Éthiopie ont augmenté de 46 % pour s'établir à 3,2 milliards US\$. Mais, l'Afrique du Sud, *la locomotive économique du continent*, est restée à la traîne avec un piètre volume de flux de 2,3 milliards US\$, certes supérieur de 31 % au plus bas enregistré en 2015, mais toujours bien en-deçà des moyennes historiques.

Toute proportion gardée, l'Afrique, avec approximativement 1,2 milliard d'habitants a reçu moins d'IDE que Singapour (61,6 milliards US\$) peuplée de 6 millions d'habitants et moins que l'Irlande (79,2 milliards US\$) peuplée de 5 millions d'habitants... Et en dépit de l'essor de ses échanges extérieurs depuis 2000, l'Afrique occupe une place marginale dans les échanges mondiaux, avec une part stagnant désormais autour de 2,4%.

L'Afrique, continent prioritaire pour la Chine

Les relations Chine-Afrique sont ancrées dans une histoire multiséculaire dès le IX^e siècle, mais essentiellement active au XV^e siècle avec Zhèng Hé¹¹ (1405 à 1433), premier grand explorateur maritime moderne – rapports scientifiques sur la géographie, le climat, les lois et les coutumes, la politique et l'économie – sur des expéditions de prestige le long des côtes africaines de l'océan Indien... 90 ans avant Vasco de Gama.

Du 18 au 28 juillet 2018, Xi Jinping inaugurait la politique étrangère de son 2^{ème} mandat par un long voyage (36.000 km) dans quatre pays africains – Sénégal, Rwanda, Afrique du Sud et Île Maurice – qui se terminait à Johannesburg pour le 10^{ème} sommet des BRICS. Au cours de ce périple, le Président présentait son pays comme le parangon du libre-échange et le modèle d'une coopération internationale. Selon le président XI Jinping, l'initiative *La Ceinture et la Route*¹², qui a sa composante africaine, est « *une voie pour la paix* », visant à favoriser « *de nouvelles relations internationales caractérisées par une coopération gagnant-gagnant* » et créer « *un environnement de sécurité construit et partagé par tous.* » L'Afrique représente 15% des investissements de la Chine dans le monde et plus de 10.000 entreprises chinoises y sont installées. En une quinzaine d'années, le commerce bilatéral sino-africain a été multiplié par six, passant le cap des 300 milliards US\$ en 2015.

Une relation de confiance s'établit solidement et une influence culturelle chinoise est palpable, ne serait-ce que parce que de plus en plus de chefs d'État africains ont suivi leurs études en Chine : Joseph Kabila (R.D. Congo) à l'Université Nationale de la Défense à Pékin, ou Mulatu Teshoma (Éthiopie), avec un Doctorat international de Droit à l'Université de Pékin, ou encore Emmerson Mnangagwa (Zimbabwe) à l'École du Marxisme à l'Université de Pékin et l'École de sport de combats à l'Université de Nanjing... Plus de 80.000 bourses pour étudiants africains ont été accordées

¹⁰ Rapport mondial sur les investissements, publié annuellement par la *Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement* (CNUCED – Genève), juin 2018

¹¹ Zhèng Hé (郑和), amiral de la flotte impériale des Ming, aurait traversé l'Océan Indien à la tête d'une flotte de plus de 200 bateaux, commerçant sur des territoires connus actuellement sous les noms de Tanzanie, Kenya et Somalie...

¹² *Belt and Road Initiative* (BRI) – 一带一路倡议 / Yīdài yīlù chàngyi – qui depuis 2013, porte sur des accords commerciaux bilatéraux et des projets d'infrastructures interconnectés visant à relier la Chine à 68 pays d'Asie centrale, du Moyen-Orient, d'Europe et d'Afrique, représentant environ un tiers de l'économie mondiale.

dans les universités chinoises en 2018, soit 300 fois plus qu'il y a dix ans, tandis que des programmes massifs de formation de journalistes africains sont montés avec un millier de bourses d'études.

Du Maroc à l'Afrique du Sud, les Chinois participent à l'amélioration des infrastructures – transports, télécoms, énergies... – et l'une des principales portes d'entrée africaines de la Chine est Djibouti, sur la Corne de l'Afrique. Le port polyvalent de Doraleh (DMP) a été inauguré en mai 2017, sur 690 hectares – conteneurs maritimes et marchandises en vrac – grâce à un financement conjoint (Gouvernement de Djibouti et la société d'État chinoise, *China Merchant Holding*) de 590 millions US\$. En point d'orgue, la première base militaire chinoise à l'étranger a été ouverte en août dernier à Djibouti. Ce contrôle des voies maritimes de la région est très important pour la Chine, qui importe 43% de son pétrole et 38% de son gaz naturel liquéfié de la péninsule arabique.

Depuis les années 2000, plus de 3.000 projets chinois d'infrastructures en Afrique financés par environ 130 milliards USD de prêts sont susceptibles d'être complétés par un nouveau contingent de prêts de 60 milliards US\$.

Au Kenya, ont été entrepris la construction de routes, de ports et du chemin de fer Mombasa-Nairobi – par la *China Road and Bridge Corporation*, avec 25 000 ouvriers kényans – le tout financé à 90% par des prêts de la *China Eximbank* pour un coût total de 3,6 milliards US\$. En Éthiopie, une ligne ferroviaire électrifiée de 756 km relie depuis janvier la capitale Addis-Abeba au port de Djibouti, a été construite par deux entreprises chinoises pour un coût de 3,5 milliards US\$, dont 70% de fonds chinois. En juin dernier, le Mozambique a obtenu 100 millions US\$ de subventions pour le financement de divers projets, dont un aéroport international et un institut technique. L'Égypte aurait également conclu au cours du Forum sino-africain 2018 des accords de coopération pour une valeur de 18 milliards US\$, après avoir inauguré en mars, avec *Hengtong Group*, une usine automatisée de fibre. La Chine est aussi impliquée dans la construction de la nouvelle capitale administrative égyptienne...

La Chine aussi propose des équipements militaires sophistiqués, tels ses avions de chasse au Zimbabwe, ses hélicoptères au Soudan ou ses bateaux de guerre en Algérie, au Cameroun et au Nigeria. La Chine veut également être le leader des transmissions des forces armées africaines et de leurs quartiers généraux, après force contrats obtenus par Huawei au Niger, en Tanzanie et au Zimbabwe...

Mais, dans ce contexte où le volume du commerce Chine-Afrique a augmenté de plus de 17% au cours du seul premier trimestre 2018, après une croissance de 19% en 2017, il est difficile pour Pékin d'occulter la part (45,3%) des importations des ressources primaires dans le total des achats chinois.

Au final, si l'UE dans son ensemble reste le premier partenaire commercial – 36,2% des échanges totaux du continent en 2016 – les relations intra-africaines connaissent un réel essor, et la progression la plus frappante reste celle de la Chine : 14,9% des échanges du continent africain en 2017, à raison de 16,7% des importations et 12,1% des exportations. Cependant, le bilan reste contrasté, car les principaux partenaires de la Chine – Égypte, Nigeria, Afrique du Sud, Kenya – sont aussi ceux qui accusent le plus gros déficit de leur balance commerciale, et 40% des pays souffrent d'une crise aigüe de la dette, dont la Chine est le principal créancier après le *Club de Paris*¹³.

De la prédation à la co-production ou la cyber-colonisation

La cession à la Chine de la mine congolaise de *Tenke Fungurume* par le groupe américain *Freeport-McMoRan* pour plus de 2,6 milliards US\$ correspond à un des contrats les plus importants de l'histoire, par lequel « *les entreprises chinoises contrôleront 62% de la production mondiale de cobalt raffiné.* » L'intérêt chinois pour toutes les ressources naturelles africaines, en particulier pour

¹³ Le *Club de Paris*, créé en 1956 pour l'allègement de la dette des pays en développement, est un groupe informel de créanciers publics ; pourvu de 21 membres permanents : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Irlande, Israël, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie, Suède et Suisse.

les minerais stratégiques utiles aux industries high-techs, est évident. Les Chinois, rejetant aujourd'hui les accusations de reproduction des politiques coloniales, adoptent cependant une stratégie caractérisée par l'attribution de prêts conditionnés à des contrats dédiés à l'amélioration des infrastructures de transport et d'énergie. De même, les grandes entreprises chinoises de BTP – CGCOC, CTCE, CCCC, CCECC, CHEC – monopolisent sous couvert de réduction et efficacité de la construction le marché avec deux impacts négatifs majeurs : évincement des entreprises locales par les entreprises chinoises assurées de réaliser des projets financés par les banques publiques chinoises et aggravation du risque de non-remboursement de la dette.

En outre, si l'Exim Bank of China finance de grands projets d'infrastructure, ceux-ci ne représentaient en 2016 que 15,5% des projets, les entreprises chinoises profitent des appels d'offres internationaux des grands bailleurs de fonds et des gouvernements locaux. Par son rôle d'ensemblier et de maître d'œuvre dans ces contrats d'infrastructure, la Chine parvient surtout à imposer ses normes et les contrats de maintenance des équipements installés.

Plus de 75% des routes africaines ne sont pas bitumées et plus de 600 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité, mais à des fins d'exploitation de ces ressources naturelles dont regorge l'Afrique, la Chine a investi 41 millions US\$ dans les infrastructures de transport et 33 millions US\$ dans l'aide à l'industrialisation. En supplément émergent des projets sino-africains de commerce en ligne, d'éducation et de formation, de sciences et technologies, d'équipements de santé (hôpitaux)...., malgré l'empressement de ses partenaires africains pour le financement de l'équilibre économique (+/- 100 milliards US\$), sans toutefois trop tenir compte des critiques d'experts du FMI sur le risque d'accumulation toxique des créances.

Xi Jinping ne manque pas d'afficher son intention d'engager la coopération sino-africaine sur des projets de co-production dans le cadre d'une transition industrielle de l'Afrique. Tel est le cas de l'usine d'automobile BAIC dans la zone économique sud-africaine de Port Elisabeth. Et Geely vient de s'engager en Tunisie en association avec Medicars-Zouari pour assurer vers 2023 une production annuelle de 20.000 automobiles, pour le marché local et l'exportation. Ces opérations, au demeurant encore assez isolées, participent d'un effort manifeste de la Chine pour une politique d'industrialisation des pays africains. L'Afrique représente 35% de la totalité des contrats de prestations « clés en main » achevés réalisés par la Chine entre 2003 et 2005. L'Algérie et l'Angola se taillent la part du lion, devant le Nigéria, l'Éthiopie et le Soudan.

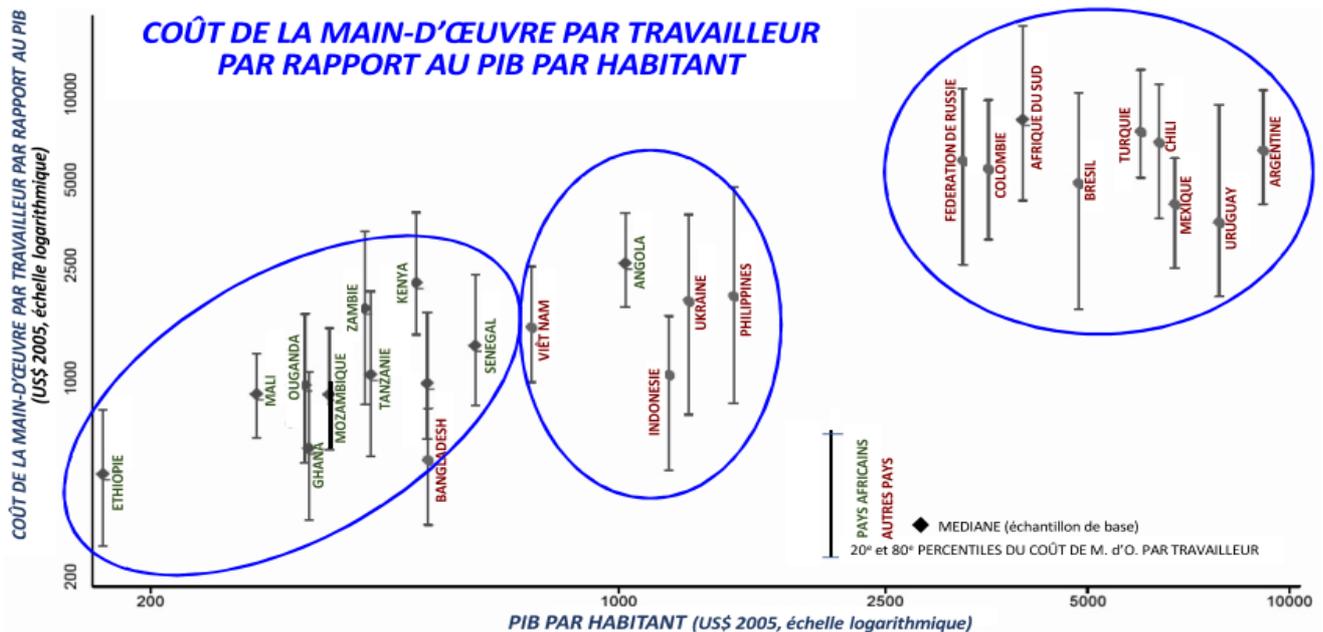
L'Afrique du Sud est dotée d'une centrale de deux réacteurs nucléaires, mais plusieurs pays – Algérie, Maroc, Tunisie, Égypte, Ghana, Kenya, Ouganda, Zambie, Niger, Nigeria et Soudan – ont exprimé leurs intentions de produire de l'électricité à partir de cette énergie. Certains d'entre eux – Libye, Algérie, RDC, Maroc et Nigeria – sont déjà équipés de réacteurs servant à la recherche médicale, mais, selon l'*Agence internationale de l'énergie nucléaire* (AIEA), plus du tiers des pays candidats à l'énergie nucléaire sont africains, que s'empressent de soutenir la Russie, la Chine et la France, avec des probabilités faibles de rentabiliser des investissements démesurés au regard des moyens des pays bénéficiaires.

Le coût du travail¹⁴ en Afrique subsaharienne serait théoriquement 50% inférieur à celui du Vietnam ou du Brésil, mais en pratique, les coûts invisibles alourdissent le poids de charges et rendent par exemple la production nigériane trois fois plus cher qu'au Vietnam. De nombreuses études en effet ont souligné le poids pour les entreprises africaines de *coûts externes*¹⁵ élevés, résultant notamment

¹⁴ Selon *Pays pauvres, pays bon marché ? Regard comparatif sur le coût de la main-d'œuvre dans le secteur industriel en Afrique*, l'étude englobe des données comparables et transversales issues de 10 502 entreprises manufacturières de 12 pays d'Afrique subsaharienne (Angola, Éthiopie, Ghana, Kenya, Mali, Mozambique, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Ouganda et Zambie) et de 13 pays de comparaison : Indonésie, Philippines, Vietnam, Russie, Turquie, Ukraine, Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique, Uruguay et Bangladesh.

¹⁵ Les investisseurs potentiels industriels s'intéressent à trois types d'indicateurs de coûts et de productivité pour prendre des décisions en matière d'investissement : (1) le coût total pour un coût donné du facteur travail, (2) l'output par unité de travail par rapport au coût du facteur travail et (3) le coût de la main-d'œuvre par unité produite. Dans cette logique, la compétitivité de la main-d'œuvre des entreprises manufacturières en Afrique sont analysées selon un cadre comparatif et transversal des coûts et des indicateurs qui relie le coût de la main-d'œuvre à la productivité.

du manque de fiabilité de l'approvisionnement en électricité, d'une logistique coûteuse et d'un contexte de corruption.



Source : *Pays pauvres, pays bon marché ? Regard comparatif sur le coût de la main-d'œuvre dans le secteur industriel en Afrique*, Alan Gelb, Christian Meyer et Vijanya Ramachandran, dans *REVUE D'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT* 2016/2 Vol. 24 pages 51-92 : Calculs effectués à partir des données des enquêtes menées par la Banque mondiale auprès des entreprises et des indicateurs du développement dans le monde (WDI).

Pour remédier aux difficultés d'une mise en marche trop brutale d'une politique d'industrialisation, la Chine propose un phasage dit justement de 'co-production' imposant un engagement de partenaires, publics ou privés. Selon une récente étude de l'IPEMED¹⁷, trois schémas d'implantation d'entreprises se développent en parallèle :

- Les *Zones de coopération économique et commerciale à l'étranger*, homologuées par le Ministère chinois du Commerce, par contrats de sous-traitance accordés exclusivement à des entreprises chinoises subventionnées, en partenariats public-public bilatéral (Chine-pays africains) ; actuellement, on en compte quatre, dont trois effectifs en Zambie, au Nigeria et en Éthiopie, et un projet non abouti en Algérie ;
- Les *Zones concédées*, partenariats 'privé-public' résultant d'une concession directe du pays d'accueil à une entreprise chinoise qui sous-traite à d'autres entreprises chinoises avec mise en place par la Chine d'infrastructures livrées au pays d'accueil ;
- Implantation plus spontanée d'entreprises chinoises dans des zones franches, créées à l'initiative des pays d'accueil depuis le début des années 2010 (Tanger-Med au Maroc ou COEGA en Afrique du Sud), généralement en sous-traitance d'entreprises occidentales, sous des conditions fiscales attrayantes.

Ces nouveaux partenariats font suite à une quinzaine de *Zones économiques spéciales chinoises*¹⁸ (ZES) qui ont connu – majoritairement en Éthiopie – des fortunes diverses sur des secteurs spécifiques, principalement textile, habillement, fabrication de matériaux de construction et

¹⁶ Les percentiles du coût de la main d'œuvre par travailleur sont calculés après mise à l'échelle de façon logarithmique.

¹⁷ *Comment la Chine contribue-t-elle au développement industriel des pays africains ?* Palimpsestes n°20, juin 2018 ; IPEMED (*Institut de Prospective Économique du Monde Méditerranéen*)

¹⁸ Les ZES chinoises sont des zones franches construites dans les années 89/90 à l'initiative des pouvoirs publics locaux à l'instar du modèle des ZES des années 1980 en Chine (type Shenzhen)

production de médicaments, sur des logiques de « *Produire pour exporter* » et de « *Produire pour consommer*. » Pour concurrencer l'offre chinoise, la Commission européenne a lancé un nouveau modèle de coopération économique¹⁹ fondé sur le partage de la valeur ajoutée et le transfert de technologies entre acteurs européens et africains : la 'co-production' par mise en œuvre du *Plan d'Investissement Extérieur* (PIE) avec création de *Zones industrielles sécurisées* ou de *Pôles industriels exportateurs* dans 15 pays africains, en vue du développement d'un tissu industriel économiquement viable et créateur d'emplois.

La Chine maintenant s'engouffre littéralement sur le marché des télécoms africains et, plus largement, dans le secteur du numérique, via ses grands groupes Alibaba, Tencent, Huawei ou ZTE. L'Afrique qui en effet dans ce domaine souffrait d'un écart de 99% en 1989 avec la moyenne mondiale, l'a comblé à hauteur de 23% en 2015. Ainsi, quantité de services digitaux performants se sont développés dans les secteurs de la banque, l'électricité, la santé et l'agriculture, notamment pour les connections aux réseaux en zones rurales ou isolées. Cependant, l'Afrique accuse encore à l'égard de ces infrastructures un retard considérable : tandis que la pénétration des mobiles était de 78% en 2017, la pénétration des réseaux à large-bande n'était que de 0,4% et l'Internet ne touche que 22% de la population africaine. Actuellement, selon Michel Mingès (*A Vision of Africa's Future*²⁰), la vaste majorité du trafic Internet africain passe par l'Europe : Orange, en France et Vodacom au Royaume-Uni se partageaient en 2016 la plus grande part du marché, mais la marge de progrès dans ce secteur reste énorme, malgré l'émergence de parcs numériques. À la faveur des nouvelles infrastructures et compte tenu d'une dynamique accrue auprès des consommateurs, l'offensive commerciale de Huawei permet aux Chinois de supplanter les concurrents occidentaux à marche forcée.

Peut-on d'ores et déjà analyser la montée en puissance de ce que l'on pourrait appeler les « empires numériques » ? Cédric Villani²¹, chargé d'un rapport pour le compte du gouvernement français sur les investissements des grandes plates-formes en Afrique : « *Ces grandes plates-formes captent toute la valeur ajoutée : celle des cerveaux qu'elles recrutent et celle des applications et des services, par les données qu'elles absorbent. Le mot est très brutal, mais techniquement c'est une démarche de type colonial : vous exploitez une ressource locale en mettant en place un système qui attire la valeur ajoutée vers votre économie. Cela s'appelle une cyber-colonisation.* » Les États-Unis et la Chine dominent le marché et imposent leur pouvoir. L'Afrique est devenue un terrain d'affrontement pour les « empires digitaux » et, dans ce contexte, fait encore l'objet d'une vive concurrence entre GAFAM américains – Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft – et BHATX chinois – Baidu, Huawei, Alibaba, Tencent, Xiaomi – qui créent des centres de recherche et universités. *AB Minerals Corps* – prétendument rwandaise, mais composée principalement d'investisseurs et scientifiques américains – est en train de promouvoir le concept *Made for Africa* avec des technologies 'respectueuses de l'environnement' sur un terrain échappant totalement à l'Europe.

L'Afrique, pratiquement vierge en termes d'infrastructures numériques orientées vers l'I.A., a pourtant un énorme potentiel pour explorer ce domaine et inventer de nouveaux modèles d'affaires et de services. L'initiative *Belt & Road* de construction d'infrastructures reliant Asie, Afrique et Europe intègre depuis 2016 une déclinaison numérique sous la forme du programme *Digital Belt and Road*. Les exemples d'implantation industrielle chinoise y sont nombreux : *Transsion Holdings* fut la première compagnie de smartphone en Afrique en 2017. ZTE, le géant des télécoms chinois, fournit l'infrastructure au gouvernement éthiopien. CloudWalk Technology, une start-up basée à Guangzhou, a signé un accord avec le gouvernement zimbabwéen et travaillera notamment sur la reconnaissance faciale.

¹⁹ *Observatoire Europe-Afrique 2020*

²⁰ *Faster Than Expected? Technological Progress and Connectivity in Africa* (pages 93-110) – “*A vision of Africa's Future, Mapping Change Transformations and Trajectories Towards 2030*”, Giovanni Carbone, September 2018,

²¹ Cédric Villani, mathématicien français, lauréat de la *Médaille Fields* en 2010, directeur de l'Institut Henri Poincaré de l'Université Pierre-et-Marie Curie de 2009 à 2017, professeur à l'université Claude Bernard de Lyon, a été élu député pour le mouvement *La République en marche* en 2017.

Il y a cinq ans, Eric Schmidt²² s'inquiétait déjà des conséquences d'un *Splinternet*²³ provoquant la scission du Web en de nombreuses entités géopolitiques en fonction d'une domination technologique de grandes puissances : « *il est tout à fait possible que les pays économiquement liés à la Chine se dotent des infrastructures chinoises, au lieu de la plateforme actuellement dominée par les Etats-Unis.* » Aujourd'hui, il est convaincu de l'éclatement d'Internet en deux camps : « *le scénario le plus probable dans les dix à quinze prochaines années n'est pas un éclatement d'Internet, mais une bifurcation entre un Internet dirigé par les Chinois et un Internet non chinois, dirigé par les Etats-Unis.* » Le *Grand Firewall* chinois permettra dans ces conditions, grâce à l'Intelligence artificielle, une censure très sophistiquée sans contrarier un développement économique, hélas, bien loin de l'éthique prônée par l'Union européenne.

L'Afrique, marchepied de la Chine, pour atteindre l'Europe

La BRI à la base, vise à relier l'Asie, l'Europe et l'Afrique en construisant des infrastructures physiques et de nouvelles routes commerciales avec la participation de 70 pays, officiellement pour une meilleure connexion des infrastructures le long de ses axes et l'édification de relations commerciales sans entrave...

Plus spécifiquement pour les pays européens, la Chine présente la *BRI* comme une opportunité d'accéder à de nouveaux marchés et d'attirer plus d'investissements, en raison de leur situation géographique. La Grèce, où le *China Ocean Shipping Group* a acheté 67% du capital de *Piraeus Port Bureau*, est citée comme un cas exemplaire pour une liaison Chine-Europe raccourcie d'environ une dizaine de jours.

La *BRI* permet indubitablement à la Chine de sécuriser ses approvisionnements en matières premières, ne serait-ce que par la multiplication de ses prises de participation dans des sites de production, généralement africains et le déploiement en conséquence de projets d'infrastructures pour l'accélération de l'acheminement des ressources. Cela, en fait, favorise surtout la montée en gamme des productions industrielles chinoises, tout en facilitant la pénétration des marchés européens, par la réalisation d'ambitieux objectifs fixés dans la cadre de la stratégie développée dans le Programme *China Manufacturing 2025*²⁴.

L'Europe occupe une place singulière dans la stratégie chinoise car, contrairement aux autres zones, elle ne présente pas d'intérêt majeur direct en matière d'accès aux ressources énergétiques ou de sécurisation de ces voies d'approvisionnement. Les efforts accrus des autorités chinoises pour promouvoir leur stratégie en Europe s'expliquent plutôt par une volonté d'accéder à un marché de produits high-techs, à la fois « source d'inspiration » pour une industrie haut-de-gamme dans le cadre du plan « *China manufacturing 2015* » et « débouché » pour les produits qui en sont ou en seront issus.

La Chine fait miroiter que ces conditions sont susceptibles de créer un effet d'entraînement, en permettant aux entreprises européennes, avec leurs expertises techniques, financières et juridiques reconnues dans le domaine des infrastructures, de s'imposer sur leur conception, construction, exploitation et maintenance, en coopération sino-européenne dans les pays tiers africains entre autres. Pour Jean-Pierre Raffarin²⁵ en effet « *la Chine a une logique d'investissement mais le problème*

²² Eric Schmidt, PDG de Google de 2001 à 2011, président exécutif du conseil d'administration remplacé au poste de PDG par Larry Page, cofondateur de Google.

²³ *Splinternet*, néologisme inventé par Forrester, susceptible d'influencer de façon déterminante des canaux d'accès aux contenus Internet ou numériques – ordinateurs, téléphones mobiles, tablettes, consoles de jeux, TV connectées... – et de définir des frontières géopolitiques et sociétales.

²⁴ « *China Manufacturing 2025* » a pour objectif de faire de la Chine une puissance industrielle majeure par la maîtrise de technologies fondamentales sur dix secteurs d'activité : TIC, robotique, aéronautique, équipement naval et maritime, équipements ferroviaires, automobile, électricité, matériel agricole, nouveaux matériaux et médecine. Ce plan, présenté en 2015, affiche des objectifs précis de parts de marché en Chine et à l'international pour les produits de propriété intellectuelle chinoise.

²⁵ Déclaration télévisée sur TV5 Monde le 11 septembre 2018, de Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre français et actuel président de l'ONG *Leaders pour la paix*.

[européen] aujourd'hui, c'est de [s'] associer à cette dialectique. [...] Il faut vraiment un 'trilogie' entre l'Europe, la Chine et l'Afrique pour penser ensemble à un développement. »

Mais en réalité, la Chine se positionne en concurrente redoutable vis-à-vis des entreprises européennes en Afrique et n'hésite pas à se lancer maintenant sur le continent européen, partout où elle dispose d'un avantage comparatif ou compétitif. L'influence croissante de la Chine sur des pays européens²⁶ – entre autres Chypre, République Tchèque, Grèce, Hongrie, Macédoine, Monténégro, Pologne, Portugal et Serbie – est sans précédent pour des systèmes de financement et d'investissement concurrentiels aux *Fonds Structurels européens*.

En parallèle, la Chine se sert de ses excédents commerciaux pour racheter les entreprises occidentales high-tech par l'intermédiaire de ses propres entreprises, fussent-elles bancales et déficitaires. Les mécanismes financiers initiés par la Chine et ses institutions – *Banque Asiatique des Infrastructures et Investissements* (AIIB), *Fonds de la Route de la Soie* (SRF) – et les puissantes banques d'État chinoises – *China Development Bank* et *China Exim Bank* – peuvent également jouer un rôle significatif, autant pour la conquête de technologies avancées que pour le contrôle d'infrastructures et de réseaux stratégiques européens.

La politique énergétique européenne, pilier historique de la construction européenne, actuellement sujette à une libéralisation des marchés de l'électricité avec l'espoir de la fin des monopoles étatiques, permet à la Chine d'étendre sa puissance. Donnant lieu à une intromission de plus en plus grande d'acteurs extra-communautaires, la Chine met en œuvre depuis quelques années une politique de rachat systématique des opérateurs de réseau de transport et des distributeurs d'électricité²⁷ sur l'ensemble du continent européen. Sur le même modèle que cette Afrique en devenir, une menace lourde de conséquences semble planer sur l'Europe même.

Les distributeurs d'électricité chinois, en tête desquels se trouve l'entreprise d'État, *State Grid Corp. of China* (SGCC), en prenant des parts dans plusieurs groupes ou réseaux européens, pourraient proposer une convergence des normes et des pratiques sur celles de la Chine. *China Southern Grid* (CSG), qui jusqu'à présent n'était pas impliquée dans le marché européen, vient d'acquérir en juillet 2018, 24,9% de la luxembourgeoise ENVECO détentrice des entreprises de gestion du réseau électrique (CREOS) et gazier (ENOVOS), témoignant de l'emprise chinoise sur les réseaux européens. Certaines tentatives de contrôle par Pékin ont été finalement évitées, comme pour l'achat de 14% du distributeur d'électricité belge ENADIS en 2016, bloquée par la ville d'Anvers, ou celle de REE en Espagne en 2012. De même, une participation de 20% dans l'entreprise allemande 50 Hz, un des quatre principaux transporteurs d'électricité en Allemagne, a été bloquée *in extremis*, par le gouvernement allemand en juillet 2018. Mais, il semble évident qu'au-delà de la problématique liée à la présence d'une ou plusieurs structures directement liées à l'État chinois au sein du secteur du transport et de la distribution de l'électricité dans différents pays d'Europe, une vision géopolitique plus globale sous-tend la stratégie de Pékin. En se positionnant en bout de la chaîne énergétique, les entreprises d'État chinoises disposent ainsi d'un levier particulièrement puissant, eu égard à l'évolution de l'ensemble du secteur énergétique européen.

Dans une région au cœur de l'Europe, la Wallonie, à proximité immédiate de Bruxelles, une liaison de fret ferroviaire entre Zhengzhou (Henan, Chine) et Liège (Wallonie, Belgique) vient d'être établie comme passerelle multimodale. Ce nouvel axe de la *BRI*, participerait surtout d'une reconversion industrielle²⁸ wallonne 'made in China' en facilitant l'implantation d'entreprises chinoises.

²⁶ *China's Rise as a Geoeconomic Influencer: Four European Case Studies*, Philippe Le Corre, *Carnegie Endowment for International Peace*, October 2018.

²⁷ *La Chine et les réseaux électriques européens : stratégie et enjeux géoéconomiques*, Nicolas Mazzucchi, *Fondation pour la Recherche Stratégique* (note n°16/18), 11 septembre 2018.

²⁸ Selon Michel Kempeneers, inspecteur général à l'AWEX (*Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers*), 25-10-2018.

Plusieurs investissements chinois de grande dimension ont, en fait, été entrepris ou programmés : Couveuse du ‘*China Belgium Technology Center*’ à Louvain-la-Neuve (200 millions € pour 300 entreprises chinoises et 1.600 emplois dont la moitié chinois), installation de Thunder Power (175 millions €, 650 emplois dans l’immédiat et 4.000 à moyen terme) sur l’ancien site de Caterpillar (Gosselies) pour la fabrication de voitures électriques, installation d’Uni-Top Airlines (3 vols cargos par semaine vers Wuhan (Hubei, Chine) à l’aéroport de Liège avec l’arrivée probable d’Alibaba, géant de l’e-commerce et d’autres logisticiens chinois (ZIG, 4PX, Sinotrans...) pour hypothétiquement la création de 12.000 emplois...

On observe que les entreprises d’État chinoises (SOE) – PowerChina, State Grid, China Railway Group Ltd, China Railway Corp., COSCO, etc. – omniprésentes, jouent un rôle déterminant dans la domination des marchés africains, dans l’intention de progressivement imposer leurs normes à un niveau mondial. Avec elles, de puissantes entreprises privées – Alibaba, ZTE, Huawei... – avec le soutien actif de l’administration – SASAC, NDRC, ministères – voire la supervision des pouvoirs publics chinois, agissent comme fournisseurs, mais surtout de plus en plus, comme chefs de file dans l’intérêt exclusif de la Chine.

Cette récupération des savoir-faire technologiques des entreprises européennes se couple avec la possibilité d’une pression réglementaire de la part des entreprises chinoises vers une normalisation sur leurs propres standards... en achevant une forme de prépondérance, par neutralisation de l’Europe dans ses champs habituels de coopération internationale, notamment africaine, mais aussi, insensiblement, son aliénation économique et culturelle.

* * *

*

骑虎难下²⁹

Jeanmarie.a.rousseau@gmail.com

²⁹ Proverbe chinois (Qí hǔ nán xià) : « Qui monte sur un tigre en redescendra difficilement. »